

Trois millions de manifestants dans la rue le 7 septembre ne suffisent manifestement pas. Le gouvernement n'a lâché que quelques miettes et maintient son projet de loi en l'état, imposant le recul du départ en retraite et une baisse généralisée des pensions.

Retraites : le 15, le 23, amplifions partout la mobilisation pour gagner !



Union
syndicale
Solidaires

La journée de grève du 7 septembre a été très suivie et les cortèges de la santé et du secteur social ont été particulièrement importants et dynamiques. Tout cela malgré les assignations, les atteintes au droit de grève dans beaucoup d'établissements et l'absence de collègues encore en congé.

Nous refusons de subir une nouvelle régression sociale qui vient se greffer à la dégradation des conditions de travail, la demande accrue de productivité réclamée par les directions du privé et du public.

Il est grand temps de stopper cette spirale du travailler toujours plus qui nous fait perdre la satisfaction d'exercer des métiers utiles consacrés au bien être de la population, sans parler des rémunérations de moins en moins attractives.

Ne perdons pas notre vie à la gagner !

Cette exigence exclut tout rallongement de l'âge de départ en retraite à taux plein.

Le véritable enjeu de cette "contre-réforme" est de savoir qui va payer. Le gouvernement a fait un choix libéral exonérant les entreprises et les grandes fortunes au détriment des salariés et des retraités.

D'autres solutions existent : une autre répartition des richesses : la taxation des profits financiers, des stocks-options, l'arrêt des exonérations de cotisations sociales, mais aussi le choix d'une politique du plein emploi et la revalorisation de tous les salaires ...

Gagner sur les retraites aujourd'hui, c'est stopper les autres menaces d'ores et déjà annoncées par le gouvernement contre la sécurité sociale solidaire, les droits collectifs du travail ...

Pour gagner, l'action doit s'amplifier et s'organiser dans la durée. La prochaine échéance de mobilisation générale inter-professionnelle a été décidée pour le 23 septembre.

D'ici là il faut maintenir la pression. La fédération SUD santé-sociaux appelle tous les salariés, syndiqués, non-syndiqués à organiser des débats, des actions visibles exprimant leur refus de ce projet de loi. **Un préavis de grève national a été déposé pour le 15 septembre, jour du premier vote à l'Assemblée nationale.**

En Ile de France, un rassemblement est d'ores et déjà appelé devant l'Assemblée nationale à partir de 12H. Dans les départements et localités d'autres initiatives doivent s'organiser devant les préfectures, permanences d'élus ...

Ensuite, le 23 doit être encore plus puissant afin de montrer à ceux qui décident à notre place notre détermination à obtenir l'abandon de ce projet.

Fédération Sud Santé-
Sociaux
"Solidaires - Unitaires -
Démocratiques"
70, rue Philippe de Girard
75018 Paris
Tel : 01 40 33 85 00
Fax : 01 43 49 28 67
Site internet :
www.sud-sante.org

Paris, le 9 septembre
2010



Déclaration du Bureau national de l'Union syndicale Solidaires

9 septembre 2010

Réunissant une quarantaine de fédérations et syndicats nationaux, le Bureau national de l'Union syndicale Solidaires s'est tenu le 9 septembre et a adopté la déclaration suivante :

L'Union syndicale Solidaires souligne le succès de la journée nationale de grèves et de manifestations du 7 septembre. Salarié-e-s du privé et du public, chômeurs/ses, jeunes, retraité-e-s, ont exprimé leur colère et leur rejet d'un projet de loi injuste, inefficace, aggravant encore les inégalités.

Le rapport de force créé le 7 permettait une suite rapide, pour faire céder le gouvernement.

Le gouvernement veut imposer un calendrier très serré pour faire passer en force sa contre-réforme. Il met les salariés et les organisations syndicales au défi d'assumer un affrontement social majeur. L'Union syndicale Solidaires considère que les organisations syndicales, ensemble, ont la responsabilité de relever ce défi. Pour cela, la meilleure stratégie aurait été de s'appuyer sur le succès du 7 septembre pour rebondir rapidement et ainsi accélérer la montée en puissance des mobilisations : c'est pourquoi Solidaires a proposé un nouvel appel national à des grèves et manifestations dès le 15 septembre. Une majorité d'organisations syndicales en a décidé autrement. Le Bureau national de l'Union syndicale Solidaires confirme la non-signature, la veille, de la déclaration commune de 6 organisations syndicales.

Pour l'Union syndicale Solidaires, la suite de la puissante journée de grèves et manifestations du 7 septembre ne pouvait être, comme le dit le communiqué des 6 organisations, des « actions dans les départements et circonscriptions » le 15, pour « interpellier les députés » ... qui ce jour-là seront à l'Assemblée nationale pour le vote de la loi.

L'Union syndicale Solidaires réaffirme que les annonces gouvernementales du 8 septembre ne correspondent absolument pas aux enjeux. Nous nous félicitons que toutes les organisations syndicales partagent cette analyse.

L'Union syndicale Solidaires appelle à poursuivre la lutte pour le retrait de ce projet de loi, et pour des améliorations de la protection sociale. Nous voulons gagner cette bataille pour nos retraites : c'est possible en imposant un autre partage des richesses produites que celui réalisé aujourd'hui.

Le 15 septembre, à Paris, nous mettrons la pression, directement sur l'Assemblée nationale !

Six organisations syndicales ont décidé de repousser la prochaine journée nationale de grèves et manifestations au 23 septembre. Nous regrettons ce refus de « battre le fer quand il est chaud », mais nous en prenons acte et réaffirmons notre volonté de tout faire pour que les salarié-e-s gagnent le bras de fer engagé par le gouvernement. C'est pourquoi l'Union syndicale Solidaires sera partie prenante de la journée de grèves et de manifestations du 23 septembre.

L'Union syndicale Solidaires appelle à une très forte mobilisation nationale le 23 septembre. Le Bureau national appelle toutes les équipes syndicales à travailler dès maintenant à ce succès.

Un mouvement de grève générale demeure nécessaire pour gagner. Il faut le construire avec les collectifs militants de toutes les organisations qui le souhaitent, avec l'ensemble des salarié-e-s : partout dès maintenant, organisons des réunions publiques, des assemblées générales, pour en discuter la mise en œuvre.

Ensemble, nous allons gagner le retrait de ce projet de loi néfaste !